

Déclaration de rentrée de *Ville & Banlieue*

Lyon, le 9 septembre 2022.

Réunis en « séminaire de travail », le 6 septembre dernier, nous, élus de l'*Association des maires Ville & Banlieue de France (AMVBF)*, avons dressé un état inquiétant de la situation dans les *quartiers populaires urbains*.

Leurs habitants subissent déjà de plein fouet les impacts durables de la crise sanitaire et voient leurs conditions d'existence encore plus durement fragilisées par les conséquences des tensions internationales et les effets des dérèglements climatiques.

Les collectivités sont très préoccupées par certaines annonces et perspectives gouvernementales qui aggraveraient sévèrement leurs capacités à agir pour leurs habitants et associations, et le maintien d'un service public de qualité.

Nous, élus de *Ville & Banlieue*, interpellons le Président de la République et le gouvernement :

→ **pour le « pouvoir d'achat » des collectivités, nécessaire à l'intervention républicaine égalitaire et solidaire.** La discussion et le vote au Parlement du *Projet de Loi de Finances (PLF) 2023* doit leur permettre d'assurer leurs missions en réponse à la flambée inédite des précarités sociales, alimentaires, sanitaires, des femmes et des seniors, environnementales, énergétiques, de l'habitat, éducatives et d'accès à l'emploi.

Ce que nous proposons :

- l'indexation sur le taux réel de l'inflation des dotations et subventions de l'État et des organismes publics aux communes et intercommunalités ;
- la compensation intégrale pour les communes et intercommunalités des suppressions et exonérations d'impôts locaux décidées par l'État, et celle des charges nouvelles imposées aux Départements et Régions pour qu'ils puissent maintenir leurs implications dans les *Contrats de Ville* et le *Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU)* ;
- le fléchage obligatoire vers les *quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)* d'un pourcentage significatif du « *Fonds vert* » pour la transition écologique ;
- la prise en compte dans les contrats de l'ANRU, de l'augmentation importante des coûts de construction et des modifications des programmes de constructions, suite à la crise sanitaire ;
- la prise en compte des effectifs importants dans les écoles par une « dotation de surcharge scolaire ».

TSVP →

→ **pour l'amélioration des partenariats entre l'État et les territoires** en faveur des quartiers prioritaires.

Ce que nous proposons :

- la meilleure association des communes au pilotage et à l'évaluation de la nouvelle génération des *Contrats de Ville*. Cela nécessiterait une révision des périmètres en réponse aux nouvelles réalités, et un mécanisme de régulation républicaine de l'État dans les cas où l'échelon intercommunal (porteur de la *politique de la ville*) hésiterait à se mobiliser à la hauteur des enjeux des populations de ses communes précaires ;
- la mobilisation généralisée du « *droit commun* » de l'ensemble des départements ministériels sur les *quartiers prioritaires* ;
- la minoration des démarches « *d'appels à projets* » excluant de réponses indispensables certains territoires pourtant nécessaires.

Au regard des enjeux pour les quartiers prioritaires, nous, élus de *Ville & Banlieue*, en cohérence avec les autres associations d'élus des territoires :

→ appelons l'attention urgente de l'État sur les *quartiers prioritaires* -comme sur les territoires ruraux aux difficultés similaires- et nous tenons disponibles pour le convaincre de ses exigences ;

→ demandons une réunion du *Comité interministériel à la ville (CIV)*, lieu de mobilisation commun partagé ;

→ vu les enjeux législatifs, allons saisir de ses attentes les divers groupes républicains de l'Assemblée Nationale et du Sénat.

Contact : Sylvie Thomas, déléguée générale sylvie.thomas@ville-et-banlieue.org Tel 06 77 89 78 82